



## KIT DÉBAT

# L'engagement de la jeunesse en politique



*Interrogez vous sur vos pratiques d'engagement*

*Découvrez les opportunités d'engagement dédiées aux jeunes*

# Bienvenue à Open-Vox !

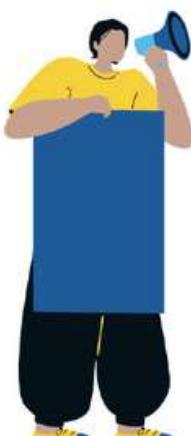


Un espace d'échanges et de partages en groupes autour de sujets du quotidien. Toutes les deux semaines, c'est l'occasion de se retrouver pour discuter de thématiques diverses !

## Le PEJ-France

Fondé en 1987, le Parlement Européen des Jeunes - France est une association nationale d'éducation à la citoyenneté, membre d'un réseau européen présent dans 40 pays. En France, elle est portée "par et pour des jeunes" engagé-es à l'échelle locale et nationale dans différents programmes qui sont déclinés dans six comités régionaux.

L'association organise chaque année des événements qui permettent à des jeunes de 15 à 25 ans de vivre des expériences de citoyenneté active en favorisant les rencontres, l'échange et le débat sur des thématiques d'actualité : sessions de simulations parlementaires, interventions en milieux scolaires, groupes de débats en lycées, forums étudiants...



## Un réseau par et pour les jeunes



Des activités favorisant l'échange, l'expression et les rencontres

## Le programme Open-Vox

Le programme Open-Vox, lancé en 2020 par le PEJ-France, propose à des lycéen-nes de toute la France de créer des groupes de débat dans lesquels ils/elles ont l'opportunité de discuter de sujets d'actualité. Au cours de l'année, des échanges sont organisés entre différents lycées pour permettre de dialoguer au-delà des murs de chaque établissement, entre jeunes, et d'ainsi créer encore plus de débats !

Lorsque la dynamique du groupe de débat est lancée, il existe la possibilité - avec l'appui du PEJ si besoin - d'aller plus loin. Les lycéen-nes peuvent ainsi des activités dans leur lycée/ville : mise en place d'animations (cleanwalk, collectes, animations au lycée...), participation à des sessions locales, régionales, nationales ou européennes !



# Débattre : oui, mais comment ?

**1**

Nommez un-e responsable de débat : son rôle est à la fois d'animer, de modérer le débat et d'en être le maître du temps. Il/Elle est chargé-e de distribuer et gérer la parole pour que chacun-e puisse s'exprimer tour à tour. Le/la responsable doit également être vigilant-e à ce que la prise de parole soit équitable.

**2**

Organisez l'espace : les formes circulaires favorisent le dialogue et la proximité entre les participants-tes, ce qui renforcent la confiance réciproque et l'écoute.

**3**

Déterminez et annoncez la durée du débat au début : environ une heure et demie, c'est la durée que nous recommandons !

## N'oubliez pas de rappeler quelques règles :

- Le respect et l'écoute des personnes qui prennent la parole
- La bienveillance et la patience entre les participant-es
- Les règles de circulation de la parole et les temps des prises de parole des participant-es



[Besoin de plus d'infos ?](#)  
[Téléchargez notre mode d'emploi ici](#)

# Les étapes et questions du débat

## PHASE 1 : DÉCOUVRIR LE SUJET



Mettez en commun vos connaissances et partagez ce que vous a appris le kit débat



Demandez vous en quoi ce sujet est important et pourquoi vous concerne t-il ?

Quels sont les **différents engagements politiques que les jeunes** peuvent prendre ? Quels sont les jeunes politicien-nes que vous connaissez ?

**Vous êtes vous déjà engagé-e en politique ?** Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?

## PHASE 2 : EXPRIMER SON OPINION ET IMAGINER DES SOLUTIONS



Expliquer votre point de vue : ce que le sujet vous inspire, ses points positifs et négatifs, ..



Reprenez les grandes questions et désaccords pour construire ensemble des solutions

**Comment sont perçu-es les jeunes politicien-nes** par les institutions et les populations de l'UE ?

**L'âge est il un avantage** ou un inconvénient à l'engagement ?

**Y'a-t-il un âge (minimum)** pour s'engager en politique selon vous ?  
Faudrait-il abaisser l'âge du droit de vote ?

## PHASE 3 : S'ENGAGER À VOTRE ÉCHELLE !

**Comment pouvez vous vous engager** dans votre lycée ?  
Ou dans votre ville ?





# La méthode de débat du mois

## IMAGINE TA MOBILISATION COLLECTIVE

Les participant-es construisent une action collective sur un enjeu de leur choix. L'objectif est de discuter des moyens de mobilisation collective et de proposer une solution concrète à un défi actuel.

 DURÉE : 40min à 1h

 DÉROULEMENT :

**1** Les participant-es définissent ensemble ce qu'est une mobilisation collective et discutent des différentes formes qu'elle peut prendre (pétition, manifestation, grève, réunion, etc.).

**2** Les participant-es votent pour choisir une cause qu'ils aimeraient défendre puis pour choisir la forme de mobilisation. En fonction du nombre de participant-es, il est possible de faire plusieurs groupes (1 groupe/1 cause ou sur la même cause 1 groupe/ 1 forme de mobilisation collective).

**3** Les participant-es construisent leur projet de mobilisation collective. L'animateur-rice peut leur donner des questions pour les aider à la définir (les afficher au tableau ou imprimer des fiches):  
*ex: Quel est l'objectif de la mobilisation ? Qui doit participer à cette activité (invité-es/médias/communauté locale) ? Quelle sera la répartition des tâches entre les personnes qui mèneront l'action ? Combien de temps faut-il pour préparer puis réaliser l'action ?*

**4** Les participant-es présentent leurs projets devant l'ensemble du groupe. Chaque groupe identifie les points forts de l'action et ceux qui pourraient poser problème et partage leurs retours à l'oral. Il est possible de voter pour le projet le plus convaincant.



# Comment les jeunes s'investissent en politique ?

La participation politique désigne l'ensemble des actions par lesquelles les citoyen-nes cherchent à influencer les décisions politiques. Aujourd'hui, elle évolue vers des formes d'engagement plus concrètes et numériques et traduit un renouvellement des pratiques, notamment chez les jeunes.

## L'héritage de mai 68

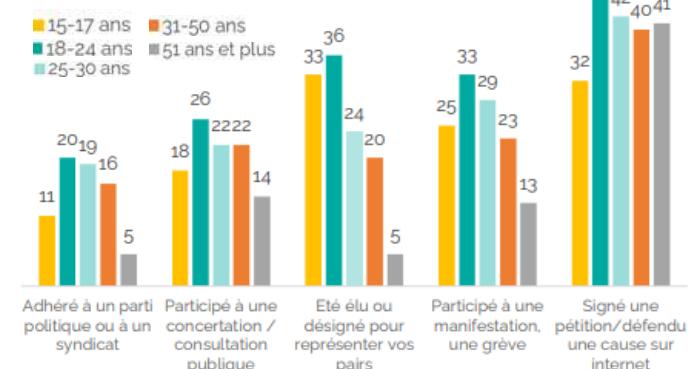


Initié par des étudiant-es de l'université de Nanterre en mars 1968, une grève générale réunit 7 millions de grévistes, étudiant-es et ouvrier-es contre l'enseignement traditionnel, la société de consommation et les structures hiérarchiques. Ce mouvement étudiant a mené à des réformes universitaires (loi Edgar Faure), salariales, à l'émergence de nouveaux mouvements (féminisme, écologie...) et à l'affaiblissement de l'autorité du président de Gaulle, jusqu'à sa démission.

## Une participation politique en mutation

Dans la majorité des pays de l'UE, les jeunes délaissement les formes traditionnelles d'engagement; 5% des moins de 35 ans en France avaient adhéré à un syndicat en 2021 contre 11% de l'ensemble des salarié-es. Il en va de même pour l'engagement au sein de partis politiques et pour le vote car nombreux-euses choisissent l'abstention pour dénoncer le système politique. En 2022, ~ 70% des 18-34 ans n'ont pas voté aux législatives, et 13% des 18-24 et 22% des 25-29 ans n'ont pas voté aux présidentielles.

### Entre printemps 2023 et 2024, avez vous... ?



© : INJEP-CRÉDOC, Baromètre DJEPA sur la jeunesse 2024

## Vers de nouvelles formes d'engagement



Face au désintérêt pour la politique institutionnelle, les jeunes se tournent vers des engagements concrets ayant un impact direct : boycott, dons, consommation responsable, bénévolat ou militantisme associatif. En 2024, 30 % des 15-30 ans faisaient du bénévolat chaque mois selon l'INJEP et nombreux-euses créent des associations ou des projets entrepreneuriaux autour de causes précises comme l'écologie. Greta Thunberg et le mouvement international FridaysForFuture, incarne cette dynamique avec sa diversité d'activités: propositions de lois, grèves scolaires, pétitions, ateliers de sensibilisation, etc.

Les jeunes investissent aussi des formes d'engagement informelles, souvent numériques : pétitions en ligne, campagnes sur les réseaux ou crowdfunding. En 2024, 41 % des 15-30 ans ont soutenu une cause en ligne.

# Comment encourager leur l'engagement ?

La montée de jeunes responsables politiques encouragée par des dispositifs d'engagement précoce, apporte des idées innovantes sur des enjeux comme l'environnement ou le numérique.

## Des mandats dès le plus jeune âge

Les CAVL (Conseils Académiques de la Vie Lycéenne) et le CNVL (Conseil National de la Vie Lycéenne) donnent aux lycéen-nes un rôle de représentation au sein du système éducatif. Ils peuvent influencer les politiques scolaires et proposer des projets, tout en échangeant avec des responsables politiques au gouvernement.



Les Conseils Municipaux des Jeunes (CMJ) permettent aux enfants dès 10-11 ans (CM1) jusqu'à 15-16 ans (3e) de s'engager concrètement dans la vie locale. Ces jeunes élus participent à des projets sur leur commune, en lien avec les élus municipaux, et découvrent ainsi les mécanismes de la démocratie locale.

## Priorité donnée à la participation des jeunes



Plusieurs pays européens ont fait le choix d'abaisser l'âge légal du droit de vote : à 16 ans pour toutes les élections en Autriche et à Malte ou à 17 ans en Grèce, à 16 ans pour les élections locales et européennes en Allemagne et en Belgique. En France, les jeunes votant davantage à gauche que le reste de la population, les responsables de gauche se montrent souvent favorables à un abaissement de l'âge légal du droit de vote. Une proposition dans ce sens avait été examinée mais rejetée par le Sénat en 2021.

Ces mesures visent à renforcer l'engagement civique des jeunes en les associant plus tôt aux décisions qui concernent leur quotidien. Les organisations de jeunesse des partis politiques adaptent elles aussi leurs critères : certaines baissent la limite d'âge de leur adhérent-es de 35 à 29 ans.

## Meilleure visibilité des jeunes élus

Au Parlement européen, les jeunes gagnent en visibilité. Même si la moyenne d'âge reste autour de 50 ans, en 2024, 20 % des eurodéputé-es ont moins de 40 ans et certains groupes, comme le groupe écologiste LEV/ALE (41,5 %) ou d'extrême-droite ENS (32,1 %), sont plus ouverts à la jeunesse.



© European Union 2025 - Source : EP

Des figures emblématiques émergent : Lena Schilling, activiste climatique autrichienne élue députée à 23 ans, et Kira M. Peter-Hansen, députée depuis ses 21 ans sont engagées au sein du Parlement sur les questions sociales et environnementales.



# Quels sont les obstacles qui persistent ?

## Peu de mandats locaux et nationaux

Il faut avoir au moins 18 ans pour être nommé-e ou élu-e dans les institutions politiques (et 24 ans au Sénat) et les jeunes font face à des préjugés liés au manque d'expérience. En moyenne, les maires en France sont âgé-es de 59,5 ans et moins de 4 % d'entre eux/elles ont moins de 40 ans (DGCL, 2021). Iels sont notamment mis en valeur par l'Association des Jeunes Élus de France (AJEF), qui œuvre à promouvoir et accompagner ces nouveaux profils engagés.

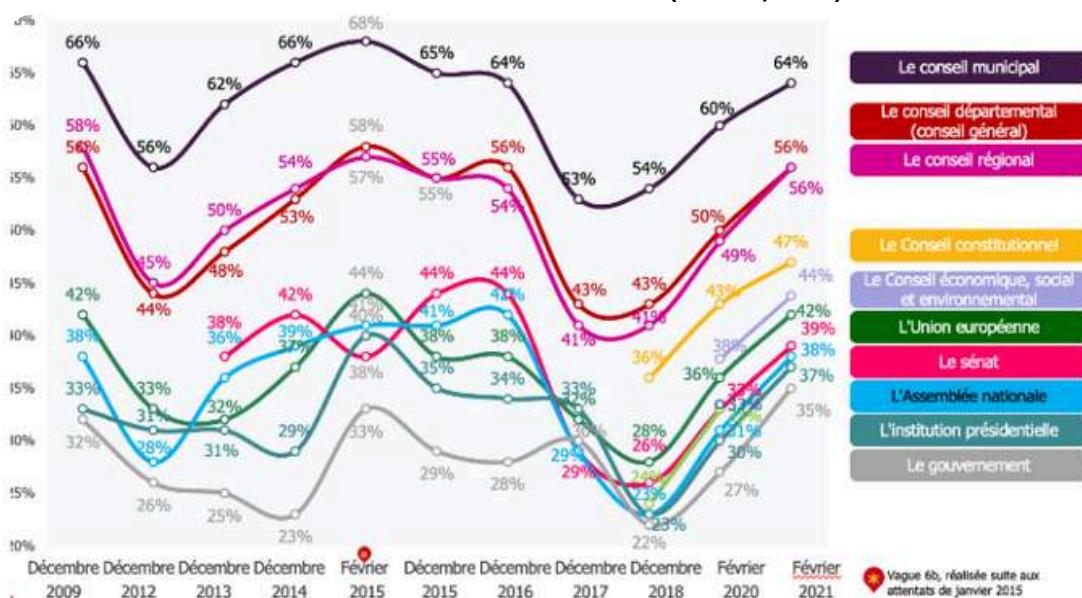


© Rémy Dick, AFP

La faible présence de jeunes maires soulève des questions sur le renouvellement générationnel et la capacité de la démocratie locale à se réinventer.

## Défiance envers les institutions

Avez-vous confiance dans les institutions suivantes (France, 2021) ?



Les français-es ont plus confiance envers les institutions locales.

Les augmentations de la confiance font souvent suite à des crises: attentats de 2015, crise sanitaire en 2020.

## Une légitimité contestée



La jeunesse en politique reste objet de critiques. Le manque d'expérience des jeunes élu-es est fréquemment mis en avant par leurs adversaires, qui leur reprochent un déficit de maturité et de recul sur les grandes décisions. Par ailleurs, certains partis politiques sont accusés d'instrumentaliser la jeunesse, en utilisant de jeunes figures comme « vitrine » sans leur accorder de réel pouvoir décisionnel. Ce déficit de légitimité soulève un débat récurrent sur leur capacité à gouverner.

Ainsi, la place des jeunes en politique reste ambivalente : porteuse d'espoir pour certains, perçue comme prématûrée ou opportuniste pour d'autres.



# Quelques éléments clés

## Engagement politique conventionnel



L'engagement conventionnel désigne les formes traditionnelles et institutionnalisées de participation politique. Celles-ci sont le **vote** lors d'élections, l'adhésion à un **parti politique** ou encore la participation à une **campagne électorale** par exemple.

## Engagement politique non conventionnel

L'engagement non-conventionnel caractérise les actions en dehors des canaux institutionnels, parfois conflictuelles ou illégales. Ce peut être des **manifestations**, des **grèves**, des **sit-in** mais également des **pétitions** en ligne ou encore le **boycott** d'entreprises, d'événements, etc.



© Nnoman Cadoret / Reporterre

## Parti politique



Les partis politiques en France sont des **associations** à but non lucratif constituées de personnes unies autour d'un **programme politique** qu'elles souhaitent voir mis en oeuvre. Elles sont **financées par les cotisations** des adhérent-es ou élu-es, par des **dons** privés et des **financements publics** dont le montant est calculé en fonction des résultats du premier tour des dernières élections législatives.

## Abstention électorale volontaire

L'abstention électorale volontaire désigne le fait, pour une personne inscrite sur les listes électorales, de choisir de ne pas voter, même s'il/elle en a la possibilité. L'abstention électorale volontaire peut s'expliquer par plusieurs facteurs tels que le **rejet de l'offre politique** estimant qu'aucun-e candidat-e ou parti ne représente réellement leurs idées ou leurs préoccupations, ou



la défiance politique, marquée par une **perte de confiance** envers les institutions démocratiques et la **conviction que le vote ne permet pas de changer concrètement** les choses. **L'indifférence** ou le **désintérêt** peuvent aussi être des raisons.



# Ce qu'ils/elles en disent

## Manès Nadel / Président de l'Union syndicale lycéenne (USL)

Pour demander la fin de la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, la suppression du caractère obligatoire du SNU (service national universel), etc. «Les modalités d'action seront classiques : des blocages, des manifestations, des occupations... Ce qui va compter, c'est leur intensité, leur répartition sur le territoire. Il est donc urgent de se syndiquer. Nos organisations permettent de se structurer et de défendre des intérêts très concrètement.»

["Manès Nadel, président de l'Union syndicale lycéenne : « il y aura des mobilisations à la rentrée", l'Humanité \(2024\)](#)



© Ludovic MARIN / AFP

## Résultats de l'étude Jeunes, Fabrice Rousselot directeur de rédaction



«Les jeunes interrogés déclarent se définir en premier lieu à travers les causes qu'ils soutiennent : gaspillage alimentaire, défense de l'environnement, lutte contre les violences faites aux femmes, combat contre le racisme et les discriminations... Mais cet engagement, qui est donc au cœur de leur identité, est à la fois un engagement personnel et citoyen. La mobilisation ou l'appartenance à un parti politique ou à un syndicat ne représentent ainsi pas à leurs yeux des preuves fortes d'engagement. Pas plus que la participation à une manifestation ou la signature d'une pétition, traduisant un réel fossé entre leurs préoccupations et la possibilité de les exprimer dans le monde qui les entoure.»

["18-25 ans : des jeunes étonnamment optimistes et résilients" The Conversation \(2023\)](#)

## Tribune collective de l'UNICEF et de 32 maires de France en 2025

«Nous, élus locaux et associations, sommes convaincus qu'il est temps de donner plus de place aux jeunes dans notre démocratie. En abaissant l'âge du droit de vote à 16 ans pour les élections municipales, nous ferons un pas décisif vers une démocratie plus inclusive et respectueuse des droits de l'enfant. [...] Ils ont des avis, alors accordons leur une voix!»

["TRIBUNE - Vote à 16 ans aux élections municipales: parce que les jeunes ont une voix!", Unicef \(2025\)](#)



© iStock

## Jean Castex / Ancien Premier ministre



«Le gouvernement partage les préoccupations que vous avez exprimées, mais ne pense pas que l'abaissement à 16 ans de la majorité électorale – qui supposerait une modification de notre Constitution – soit la réponse la plus adaptée. Les jeunes à partir de 18 ans utilisent-ils aujourd'hui suffisamment leur droit de vote ? La réponse est non.»

["Pourquoi le droit de vote à 16 ans terrifie-t-il la France ?", Madmoizelle \(2020\)](#)



# Pour aller plus loin !

## Des questions pour approfondir...



- L'éducation morale et civique et la semaine de l'engagement à l'école sont-elles suffisantes pour préparer les jeunes à la citoyenneté ? Quelles autres actions pourraient être mises en place ?
- Les jeunes ont-ils plus d'impact en s'engageant dans des actions locales plutôt qu'à l'échelle nationale ?

## Quelques vidéos courtes...

[L'engagement citoyen et politique des jeunes en France ?](#)  
Marie-Pierre Pernette et Isaure - France Inter (2024)

[Le Mag \(18/09/2023\) - Collèges, lycées : quel engagement citoyen ?](#) - SQOOL TV (2023)

["La politique, c'est des paroles en l'air": on a suivi les jeunes pendant la campagne présidentielle](#) - Franceinfo (2022)



## Un peu de lecture...

[Citoyenneté : des pistes pour faciliter l'engagement démocratique des jeunes](#) - Vie publique (2022)

[Il faut créer un véritable statut du jeune élu, aligné sur le modèle des élus étudiants](#) - Le Monde (2025)

[Les jeunes et le travail : aspirations et désillusions des 16-30 ans](#) - Institut Montaigne (2025)

## Et même des podcasts !

[Jeunes engagé.e.s](#) - MOUV' (2022)

[Politique : l'engagement des jeunes autrement](#) - Le Monde (2022)

[L'engagement politique des jeunes européen·nes](#) - eu!radio (2023)



# Des idées d'engagement

## Où s'informer

### Exprimer son avis sur les lois en cours

L'application Pol permet aux jeunes de se prononcer sur les débats sociaux actuels. Chaque jour, il est possible de suivre les votes en cours à l'Assemblée nationale en se glissant dans la peau d'un-e député-e et de voter pour les propositions et projets de lois qui sont mis au vote .



## Comment participer

### Rejoindre des collectifs engagés



© Amnesty International



Rejoindre les mouvements jeunesse des partis politiques qui font campagne derrière des candidat-es politiques et élaborent des propositions en lien avec les défis rencontrés par la jeunesse.



Rejoindre une association qui porte la voix des jeunes: Collectif mondial de jeunes d'Amnesty International, « Jeunes ambassadeurs » de l'UNICEF, etc.

## Agir à son échelle

### Rejoindre les instances de décision de son lycée



Deviens délégué-e de classe ou éco-délégué-e pour développer des projets engagés et être le/la porte parole de tes camarades



Rejoins le conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL) pour améliorer les conditions de vie et de travail dans ton établissement



Rejoins le conseil académique de la vie lycéenne (CAVL) ou conseil national de la vie lycéenne (CNVL) pour réfléchir avec des élèves d'autres établissements aux améliorations possibles





# Forme toi et lance les débats !



**TU VEUX LANCER TON GROUPE DÉBAT ?**



écris nous à [open-vox@pejfrance.eu](mailto:open-vox@pejfrance.eu)

**TU SOUHAITES ANIMER LE PROCHAIN KIT-DÉBAT ?**

**Inscrис toi à un week-end de formation à Paris :**

**20 & 21 septembre ou 11 & 12 octobre**



[ici](#)

inscription & infos

[ici](#)



Pendant deux jours formes toi (gratuitement) à l'animation de débats avec des lycéen-nes de toute la France !

**TU SOUHAITES RÉDIGER LE PROCHAIN KIT-DÉBAT ?**

**Inscrис toi à au week-end de formation à Paris 11 & 12 octobre**

inscription & infos

[ici](#)

Pendant deux jours formes toi (gratuitement) et rédiges un sujet d'actualité de ton choix, avec d'autres lycéen-nes de toute la France !

On se retrouve en octobre avec un Kit Débat sur la Formule 1

## SUIS-NOUS SUR NOS RÉSEAUX !

Il existe plein de formes d'engagement et de participation au PEJ : pour ne rater aucun de nos événements et opportunités, abonne-toi à notre newsletter WhatsApp et à notre page Instagram !

*clique pour nous rejoindre !*



*scan moi pour voir les actus !*

